



## L'Europe en mouvement: la Commission prend des mesures en faveur d'une mobilité propre, compétitive et connectée

Bruxelles, le 31 mai 2017

**Aujourd'hui, la Commission européenne prend des mesures en vue de moderniser la mobilité et les transports européens, l'objectif étant d'aider le secteur à rester compétitif tout en garantissant une transition socialement équitable vers une énergie propre et la numérisation.**

«L'Europe en mouvement» est un vaste ensemble d'initiatives qui permettront de rendre le trafic plus sûr; d'encourager une tarification routière plus juste; de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, la pollution atmosphérique et la congestion; de réduire les formalités administratives pour les entreprises; de lutter contre le travail illégal et de garantir aux travailleurs des conditions d'emploi et des temps de repos adéquats. Les avantages à long terme de ces mesures iront bien au-delà du secteur des transports en promouvant l'emploi, la croissance et l'investissement, en renforçant l'équité sociale, en élargissant le choix offert aux consommateurs et en mettant l'Europe en bonne voie pour atteindre les objectifs d'émissions faibles.

M. Maroš **Šefčovič**, vice-président pour l'union de l'énergie, a déclaré à ce propos: «*Nous observons une transformation radicale du monde des transports. L'Europe doit saisir cette occasion pour façonner la mobilité de demain. C'est notre unique chance de "réinventer la roue". J'aimerais que notre industrie non seulement s'inscrive dans le cadre de ce changement planétaire, mais donne le ton.*»

M. Jyrki **Katainen**, vice-président pour l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité, s'est exprimé en ces termes: «*Notre approche de la mobilité va bien au-delà du seul secteur des transports. Nous observons des évolutions en matière de transports également dans le contexte des nouvelles tendances économiques telles que l'économie collaborative ou circulaire. Aussi s'agit-il d'une occasion de moderniser l'économie européenne dans son ensemble et de le faire d'une manière plus durable.*»

Mme Violeta **Bulc**, commissaire européenne pour les transports, a déclaré quant à elle: «*L'Union européenne a une occasion unique non seulement de mener la modernisation du transport routier en Europe, mais aussi à l'échelle mondiale. Nos réformes jetteront les bases de solutions routières numériques normalisées, de conditions sociales plus équitables et de règles de marché dont le respect peut être contrôlé. Elles contribueront à réduire les coûts socio-économiques des transports, comme le temps perdu dans la circulation, les morts et les blessés graves sur les routes, les risques pour la santé liés à la pollution et aux nuisances sonores, tout en répondant aux besoins des citoyens et des entreprises et aux exigences environnementales. Les normes communes et les services transfrontières contribueront également à faire du transport multimodal une réalité dans toute l'Europe.*»

La mobilité a une incidence majeure sur la vie quotidienne des citoyens européens et représente plus de 11 millions d'emplois directs. Or, le secteur connaît actuellement un certain nombre de mutations technologiques, économiques et sociales dont le rythme s'accélère. Il est essentiel de tirer parti de ces changements pour parvenir à une [Europe qui protège, qui donne les moyens d'agir et qui défend](#) – une priorité politique de la Commission Juncker. À cette fin, la Commission a adopté ce jour une stratégie à long terme visant à transformer ces défis en chances à saisir et à parvenir à une mobilité intelligente, socialement équitable et compétitive d'ici à 2025. L'UE favorisera cette transition au moyen d'une législation ciblée et de mesures d'accompagnement, y compris des investissements dans les infrastructures, la recherche et l'innovation. Cela permettra de garantir le développement, la fabrication et la disponibilité en Europe des solutions de mobilité, des équipements de transport et des véhicules les plus propres, les mieux connectés et les plus automatisés.

Cette stratégie s'accompagne d'une première série de huit initiatives législatives visant spécifiquement le transport routier. Ce secteur revêt une importance particulière car il représente 5 millions d'emplois directs en Europe, tout en contribuant à près d'un cinquième des émissions de gaz à effet de serre de l'UE. Ces propositions amélioreront le fonctionnement du marché du transport de marchandises par route et contribueront à renforcer les conditions sociales et d'emploi des travailleurs. Ces améliorations passeront par une intensification du contrôle du respect de la réglementation, la lutte contre les pratiques illégales en matière d'emploi, une réduction de la charge administrative pesant sur les entreprises et une clarification des règles en vigueur, par exemple en ce qui concerne l'[application des](#)

## [législations nationales sur le salaire minimum.](#)

La Commission promeut également les solutions de mobilité ininterrompue afin que les citoyens puissent se déplacer et que les entreprises puissent travailler aisément dans toute l'Europe. Tel est le cas de la proposition visant à accroître l'interopérabilité entre les systèmes de péage, qui permettra aux usagers de la route de se déplacer dans l'ensemble de l'UE sans avoir à se préoccuper des différentes formalités administratives. Des spécifications communes pour les données relatives aux transports publics permettront également aux passagers de mieux planifier leur voyage et d'emprunter le meilleur itinéraire même si celui-ci franchit une frontière.

Ce premier ensemble de huit propositions sera complété au cours des douze prochains mois par d'autres propositions, notamment sur les normes d'émission pour l'après-2020 applicables aux voitures et aux camionnettes, ainsi que sur les toutes premières normes d'émission applicables aux véhicules utilitaires lourds. Ces propositions continueront de stimuler l'innovation; d'améliorer la compétitivité, de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, d'améliorer la qualité de l'air et la santé publique et d'accroître la sécurité des transports.

### **Contexte**

Les transports et la mobilité sont vitaux pour l'économie et la compétitivité de l'Europe. Cette importance se reflète dans le large éventail des autres cadres stratégiques de l'UE qui ont une influence décisive sur ce secteur. Par leur succès, les priorités arrêtées par la Commission Juncker que sont [l'union de l'énergie](#), le [marché unique numérique](#) et le [programme en faveur de l'emploi, de la croissance et de l'investissement](#) contribuent toutes aux transports et à la mobilité. La [stratégie pour une union de l'énergie](#) de février 2015 a défini comme l'un de ses grands domaines d'action la transition vers un secteur des transports économe en énergie et décarbonisé. Les mesures déjà présentées dans la [stratégie pour une mobilité à faible taux d'émissions](#), adoptée en juillet 2016, seront à présent mises en œuvre. Les investissements dans les infrastructures réalisés au titre du [plan d'investissement pour l'Europe](#) donnent une puissante impulsion à la mobilité européenne propre, compétitive et connectée du futur.

### **Pour en savoir plus**

[Fiche d'information: L'Europe en mouvement — Présentation générale](#)

[Fiche d'information: Une mobilité propre](#)

[Fiche d'information: Une mobilité compétitive et socialement équitable](#)

[Fiche d'information: Une mobilité connectée](#)

[L'Europe en mouvement: questions et réponses](#)

[Initiatives de la Commission](#)

IP/17/1460

Personnes de contact pour la presse:

[Enrico BRIVIO](#) (+32 2 295 61 72)

[Alexis PERIER](#) (+32 2 296 91 43)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)